

TRAVAIL INVISIBLE

Les femmes, et leur travail domestique, ont été longtemps les ignorées. Avec le Covid, on a redécouvert d'autres « travailleurs invisibles », ceux du secteur du soin. La définition évolue, mais l'invisibilisation d'une partie de la population reste une constante

HISTOIRE D'UNE NOTION

Au faite de l'épidémie de Covid-19, on a beaucoup parlé des « travailleurs invisibles ». Le terme désignait un vaste ensemble d'activités, faiblement valorisées sur le plan salarial et symbolique, en dépit d'une importance sociale devenue évidente. Au-delà des emplois sous-rémunérés de la santé ou de l'aide aux personnes, il visait aussi le travail domestique non rémunéré, accompli quotidiennement au sein des foyers. Ce que des décennies de luttes féministes avaient peiné à faire, le Covid semblait sur le point de l'accomplir : le « travail invisible » faisait son entrée dans le débat public.

Le terme entre en circulation dès les années 1970. L'Année internationale de la femme décrétée par l'ONU en 1975 marque un premier tournant. Cette année-là, une conférence internationale, tenue à Mexico, engage la réflexion sur les travaux ménagers

et les soins aux enfants. Il ne s'agit plus de penser les occupations des mères de famille à la façon des traités d'économie domestique du XIX^e siècle. Ces derniers, tout en cherchant à rationaliser la tenue des ménages, y voyaient essentiellement la preuve en actes de l'amour maternel. On pouvait alors nier la nature de ce « travail », tout en reconnaissant le rôle crucial de la famille pour assurer la reproduction de la main-d'œuvre.

A rebours de ces approches, la réflexion porte désormais sur la prise en compte du travail non rémunéré dans les comptabilités nationales. En 1981, l'Insee estime que le travail domestique occupe 48 milliards d'heures annuelles, contre 41 milliards pour le travail professionnel rémunéré. En 2009, le rapport Stiglitz évalue la production domestique à 35 % du produit intérieur brut de la France.

A l'échelle mondiale, la quantité de travail non rémunéré des femmes est évaluée en 2020 par Oxfam à 12,5 milliards d'heures quotidiennes, pour une valeur annuelle de

10 800 milliards de dollars (plus de 9 550 milliards d'euros). L'équivalent du travail accompli par 1,5 milliard de personnes travaillant huit heures par jour pendant un an.

La visibilité statistique n'est pas seulement un enjeu symbolique. Dans son essai *Femmes invisibles* (First, 2020), la féministe britannique Caroline Criado-Perez dénonce les biais cognitifs qui contribuent à fabriquer un monde d'hommes. Qu'il s'agisse de modèles statistiques ou de mégadonnées, les informations qui permettraient de prendre en compte les femmes sont tantôt inexistantes, tantôt inopérantes au moment de fabriquer les normes de santé ou de sécurité qui guident les politiques publiques. Ce que le sociologue Jérôme Denis appelle le « *travail invisible des données* ».

Ni statut ni droit

Après 1990, l'expression « travail invisible » prend de nouvelles significations. Dans un contexte de néolibéralisme triomphant, la « classe ouvrière » n'est plus à la mode. Les réalités du travail disparaissent du cinéma et de la littérature, en même temps qu'elles sont occultées par une science économique de plus en plus abstraite, et par une philosophie politique de moins en moins encline, comme chez John Rawls, à observer les réalités sociales. L'économiste Pierre-Yves Gomez (*Le Travail invisible. Enquête sur une disparition*, François Bourin, 2013) fait le lien avec la financiarisation de l'économie par les fonds de pension américains. Afin de mieux surveiller le travail accompli au sein des entreprises comme des organismes publics, de nouveaux outils comptables ont été introduits. Or, ceux-ci ne permettent plus de voir dans le tra-

vail que son produit objectif. Ils ignorent le « travail vivant » qui construit l'identité individuelle et collective du travailleur.

Au-delà de la seule question du travail domestique, ce sont l'ensemble des mécanismes d'invisibilisation qui sont aujourd'hui envisagés. Ils peuvent être juridiques. Comme le soulignaient en 2012 le politiste John Krinsky et la sociologue Maud Simonet, tout travail tend à devenir invisible dès lors qu'il est accompli par des individus auxquels on ne reconnaît ni le statut, ni les droits d'un travailleur. C'est le cas des détenus, des étudiants ou des bénévoles. Mais le phénomène a des racines plus profondes. Toute conception du travail, en valorisant certaines qualités, ne s'accompagne-t-elle pas de phénomènes inverses de déni et d'euphémisation ? L'historienne Françoise Waquet montre, par exemple, comment la longue affirmation de la figure du savant a laissé dans l'ombre tout un peuple de « *petites mains* » (*Dans les coulisses de la science. Techniciens, petites mains et autres travailleurs invisibles*, CNRS éditions, 2022, 352 pages, 25 euros).

Allons plus loin. En faisant du travail humain une valeur démocratique, puis un droit, on a peut-être occulté le travail des non-humains. Depuis quelques années, la notion de travail invisible est employée en lien avec celle de « services écosystémiques » accomplis par des animaux, comme les abeilles ou les scarabées. Ce que Jean-Baptiste Say, au lendemain de la Révolution française, dénommait déjà « *travail de la nature* ». En matière de travail, la séparation du visible et de l'invisible est une frontière mouvante, toujours redéfinie. ■

JULIEN VINCENT

DANS UN CONTEXTE
DE NÉOLIBÉRALISME
TRIOMPHANT,
LA « CLASSE
OUVRIÈRE » N'EST
PLUS À LA MODE
APRÈS 1990